

Une reconnaissance qui fait sa marque

L'attestation d'études professionnelles

Robert Goyer
Consultant à la FCSQ
robert.goyer@csmb.qc.ca

Depuis un peu plus d'une décennie, les commissions scolaires offrent régulièrement de la formation sur mesure pour répondre rapidement aux besoins de main-d'œuvre des employeurs. On peut estimer à quelques centaines le nombre de programmes qui ont été ainsi développés. C'est ce qui a mené, en 2002-2003, à la suite de revendications soutenues de la Fédération des commissions scolaires du Québec auprès du gouvernement, à la production de programmes de courte durée au secondaire conduisant à une attestation d'études professionnelles (AEP).

Ainsi, des travailleurs en situation de recyclage, de réorientation ou de perfectionnement, dans un secteur en forte croissance ou en pénurie de main-d'œuvre, peuvent maintenant bénéficier de cette formation, à la grande satisfaction des employeurs. Les commissions scolaires expérimentent présentement cette formule, qui fait partie du plan d'action du gouvernement, avec le soutien de la Fédération des commissions scolaires, du ministère de l'Éducation et d'Emploi-Québec.

Les premiers diplômés

Au printemps dernier, la Commission scolaire des Laurentides a vu sortir sa première cohorte d'élèves pour le programme *Cuisine pour chaînes de restaurants*, un programme qui est maintenant disponible pour l'ensemble des commissions scolaires. C'est ce qu'on entend par programme standardisé et transférable.

Un peu plus tard, d'autres commissions scolaires ont emboîté le pas en produisant des programmes qui conduisent à une attestation d'études professionnelles. La Commission scolaire des Trois-Lacs en a développé un conduisant au métier spécialisé de mécanicien de remorques de camion et a diplômé son premier groupe d'élèves. Tous les diplômés ont obtenu un emploi et la mise en œuvre de cette attestation pourrait faciliter l'élaboration d'un examen de qualification pour les mécaniciens de ce secteur.

Pour sa part, la Commission scolaire des Sommets vient d'offrir, à une douzaine d'élèves, le programme *Transformation du caoutchouc*, qui a mis l'accent sur le développement de compétences pratiques.

Un remarquable exercice de concertation

Ces résultats positifs et encourageants ne sont pas le fruit du hasard. Les commissions scolaires travaillent fort et ensemble de sorte qu'une trentaine de nouveaux programmes standardisés seront prochainement disponibles.

L'impact de cette approche pédagogique dans le secteur de la formation professionnelle est important. Cela signifie que, dorénavant, si Emploi-Québec décide d'acheter le programme *Peinture industrielle*, ce sera le même qui sera offert dans tous les milieux scolaires, quelle que soit la région du Québec. L'attestation émise est également standardisée. Elle portera la signature de la présidence et de la direction générale de la commission scolaire qui donnera la formation. Tout au long de cette expérimentation, les mots d'ordre sont souplesse et rigueur. Souplesse, parce qu'il faut

répondre à des besoins de main-d'œuvre en constante évolution; rigueur, parce que le produit doit être de qualité si nous voulons en assurer la pérennité et surtout la reconnaissance.

D'autres programmes, qui viennent d'être accrédités, seront bientôt offerts. Entre autres, dans le secteur de la métallurgie, les commissions scolaires des Rives-du-Saguenay, de la Beauce-Étchemin et de Montréal ont respectivement demandé et obtenu l'accréditation des programmes de *Soudage des alliages en aluminium*, *Soudage semi-automatique* et *Peinture industrielle*. Au total, cinq programmes menant à une AEP sont développés pour répondre aux besoins de ce secteur. Deux autres projets sont réalisés par la Commission scolaire de la Capitale pour *Soudage sur acier inoxydable*, et la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord pour *Préparation et manutention de matériaux métalliques*. Dans le secteur de l'agriculture, pour pallier d'importantes pénuries de main-d'œuvre, *Élevage porcin* à la Commission scolaire de la Riveraine et *Production laitière* à la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean seront bientôt disponibles.

La particularité de l'AEP est de rendre ce diplôme uniforme partout au Québec; une marque de reconnaissance que tout employeur pourra apprécier à sa juste valeur. Un relevé de compétences acquises par l'élève accompagne le diplôme. Dans la plupart des AEP, on retrouvera des modules de cours qui pourront être reconnus à l'intérieur d'un diplôme d'études professionnelles (DEP).

C'est ainsi que dans plusieurs secteurs, les travaux se sont multipliés pour répondre aux besoins d'une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée. Quel que soit le domaine, *Secrétariat dentaire* à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries, *Agent de recouvrement* à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, *Commis du commerce de l'alimentation* à la Commission scolaire De La Jonquière, *Transformation du bois d'œuvre* à la Commission scolaire de la Capitale, *Chauffage au mazout* à la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, *Opérateur de machines à mouler les plastiques* à la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, *Opérateur de machines-outils à commande numérique* à la Commission scolaire de Montréal, *Conduite d'autobus* à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries, le processus de mise en œuvre d'un programme est presque toujours le même.

Un leadership assuré par la commission scolaire

Lorsque le besoin de formation est confirmé par Emploi-Québec, un chantier est créé. Toutes les commissions scolaires déjà engagées dans ce secteur d'activité ainsi que des représentants du marché du travail sont invités à y participer. Une commission scolaire prend alors le leadership afin de démontrer la pertinence du projet. Cette dernière a la responsabilité de développer le programme dans le respect du guide de conception et de production d'un programme par compétences. Ce sont habituellement des enseignants ou des conseillers pédagogiques qui, après avoir participé à un perfectionnement, conçoivent et élaborent le programme.

Des résultats éloquentes

Après un peu plus de deux ans de travaux continus, les résultats obtenus sont très prometteurs. En effet, onze programmes seront accrédités et seront accessibles pour l'ensemble des commissions scolaires avant la fin de décembre 2004. D'ici le 30 juin 2005, on prévoit en accréditer onze de plus.

Mais ce résultat encourageant n'aurait pu être atteint sans le grand professionnalisme des commissions scolaires. On estime, à un moment ou l'autre, à 94 % le taux de participation des commissions scolaires à ce projet d'expérimentation d'attestation d'études professionnelles. N'est-ce pas là un remarquable exercice de concertation ?

Pour en savoir plus sur le sujet – site Internet à consulter : <http://www.inforoutefpt.org/aep>



L'éducation... Ailleurs dans le monde

Genève

Conférence internationale de l'éducation

En septembre dernier, plus de 135 pays ont participé, à Genève, à la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation organisée par l'UNESCO. Ces délégués ont identifié des actions prioritaires pour améliorer la qualité de l'éducation dans le monde : l'utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication; l'amélioration de la façon d'innover et de créer, incluant la réforme des modes de transmission de l'éducation; la reconnaissance et la valorisation du travail du personnel enseignant; l'accroissement de la recherche et le développement de partenariats dans les différents milieux.

États-Unis

Internet en milieu scolaire

Selon le bulletin *Sistech* produit par le CEFRIQ, un sondage, mené auprès de 1 002 jeunes Américains âgés de 6 à 17 ans, a révélé qu'ils utilisaient beaucoup Internet dans le milieu scolaire. En fait, neuf adolescents sur dix, âgés de 12 à 17 ans, l'utilisent pour faire des recherches alors que chez ceux de 6 à 11 ans, la proportion passe à 70 %. La toile est devenue avec le temps plus populaire que le livre aux États-Unis.

Paris

Concours pour encourager le dialogue interculturel

Des élèves de 126 pays, âgés de 15 à 18 ans, ont participé au concours *Mondialogo School Contest* organisé par l'UNESCO et Daimler Chrysler pour encourager le dialogue entre des élèves d'origines culturelles diverses. L'activité vise à développer la compréhension mutuelle, la tolérance et l'amitié entre des gens d'une culture et d'un horizon différents. Parmi les continents qui ont le plus participé à ce concours, mentionnons l'Europe et l'Afrique. L'Amérique du Nord vient au dernier rang à cet égard.